

La crise brésilienne dans une perspective historique - Dimensions politique, économique et idéologique

mercredi 18 mai 2016, par [NAPOLITANO Marcos](#) (Date de rédaction antérieure : 18 mai 2016).

En ces temps d'avalanche d'informations rapides, l'historien Marcos Napolitano propose une analyse profonde des dimensions ayant culminé dans l'actuel scénario politique, économique et idéologique.

Sommaire

- [La dimension politique](#)
- [La dimension économique](#)
- [La dimension idéologique](#)
- [Quel futur ?](#)

La crise politique que nous vivons en ce début d'année 2016 est sans aucun doute l'une des plus graves et complexes de l'histoire du Brésil. Rappelons que le pays a une histoire politique riche en crises qui se terminèrent presque toujours en coups d'État suivis de dictatures. De nombreux analystes politiques de garde n'hésitent pas à dire ou écrire face à la situation actuelle que l'ensemble « coup d'État + dictature + répression » est désormais loin et que les « institutions démocratiques », qui sont durement testées par cette actualité, en sortiront renforcées, en pariant sur des sorties politiques et juridiques afin de défaire le nœud qui enserme la vie nationale. Vraiment ?

La démocratie représentative, ancrée dans un système de partis très peu efficace pour garantir la stabilité institutionnelle, survivra-t-il à l'issue de la crise brésilienne ? La lutte contre la corruption, tellement prêchée comme la base d'une nouvelle culture républicaine, sera-t-elle consolidée ? Pour me risquer à cet exercice de divination, j'ai recours au passé, à une analyse de la crise actuelle selon une perspective historique encore peu explorée. La crise brésilienne, dans cette optique, regroupe au moins trois dimensions qui s'entrecroisent de manière explosive depuis l'année 2013.

La dimension politique

Cette dimension est peut-être la plus commentée par les analystes. Le fait de pointer du doigt l'essoufflement du « modèle politique » brésilien post-1985, basé sur le « présidentielisme de coalition », fait l'unanimité. Ce modèle se traduirait par la nécessité d'adaptations si importantes pour soutenir la « gouvernance », autre mot magique de notre vocabulaire politique dont on use et abuse de plus en plus, que le gouvernement, quel qu'il soit, serait otage d'une alliance sans projet ni direction claire. Les ministères et les milliers de charges de confiance sont distribués conformément aux demandes de ces « super-majorités » parlementaires qui forment la base du gouvernement, en compromettant la rationalité administrative même de l'État.

Depuis 2003, les échanges de faveurs physiologiques internes au PMDB, le Parti du Mouvement Démocratique Brésilien - toujours prêt à occuper l'État, son expression maximale - furent la porte d'entrée pour de sombres transactions qui finirent par modifier l'essence même du PT, le Parti des Travailleurs. Initialement intransigeant et puriste, le parti s'est finalement transformé en épice de gouvernements incohérents et contradictoires avec son propre ADN politique. Si avec Lula à la présidence, le gouvernement n'avait pas une nature idéologique définie, mais quelqu'un aux commandes grâce à la capacité négociatrice de l'ex-président ; avec Dilma le gouvernement a été enfermé, sans aucun contrôle sur sa base et avec le risque de perdre le soutien du PT lui-même. La polémique autour de Lula au cœur du pouvoir est un débat encore ouvert, il n'est pas possible d'affirmer que le super-ministre sauvera le gouvernement Dilma et stabilisera la politique nationale. Personnellement, je parie que non.

À cette dimension politique plus visible doit s'ajouter une crise politique du PT historique, encore peu comprise face au torrent de critiques d'ordre purement moral faites au parti, à droite et à gauche. Le PT, durant ses quinze premières années, fut un parti qui abusa du discours volontariste et moraliste afin de critiquer l'ensemble de la politique brésilienne. Relié de manière organique à de vigoureux mouvements sociaux, le parti avait de l'influence dans les rues, mais était toujours mauvais dans les urnes. Cependant, toujours dans les années 1990, il forma une petite base parlementaire, toujours cohérente et contondante au sein de l'opposition face aux gouvernements post-dictature. Aux côtés du PSDB, le Parti de la Sociale Démocratie Brésilienne (l'original...), il était le seul parti moderne disposant d'une base organique et idéologique dans le Brésil démocratisé. Le PT réussit également à créer d'importantes bases dans les municipalités, en gouvernant des villes petites, grandes et moyennes dans lesquelles il implanta plusieurs nouveautés au sein de l'administration et améliora les indices sociaux. Même sans grande cohésion interne, puisqu'il a toujours été un parti déchiré par des luttes intestines de tendances et de groupes, le PT semblait consolidé au milieu des années 1990 en tant qu'une « réserve politique et morale » pouvant démocratiser la politique et la société brésiliennes.

Le grand moment du parti vint avec l'élection de Lula en 2002. L'onde électorale qui l'élit fut en partie une riposte à la crise économique de l'ère de Fernando Henrique Cardoso (FHC), qui n'était pas parvenu à stimuler la croissance durable promise ni la redistribution de la rente - exception faite du contrôle réussi de l'inflation. Mais le passage d'une base d'action politique parlementaire d'opposition et l'expérience des gouvernements municipaux pétistes ont peu aidé le parti à construire une stratégie efficace afin de conduire la politique nationale dans le gouvernement de l'Union. Le fait est que le PT n'a jamais pensé sérieusement à la manière de conjuguer la nature physiologique et la complexe ingénierie politique qui sont les bases du pacte fédératif brésilien, traversé par un mélange d'intérêts régionaux, sectoriels et corporatifs qui freinent n'importe quel projet de changement un peu osé. Le volontarisme et le purisme pétistes trouvèrent là leur limite, mais le charisme, le pragmatisme et l'habileté de Lula à tisser des alliances improbables réussirent à maintenir la capacité de gouverner, même en faisant se tordre de douleur les pétistes historiques.

Le pétisme au pouvoir a peu contribué à augmenter la netteté du spectre idéologique et délimiter les valeurs en jeu dans la société brésilienne. Il est indéniable qu'il existe un noyau de valeurs au sein du pétisme, qui le lie aux traditions historiques de gauche, comme la sensibilité envers les questions sociales, le droit du travail et la promotion de l'équité sociale. Mais les coalitions de gouvernement illégitimes, les alliances organiques avec de grands entrepreneurs et la difficulté à assumer, au moins, un projet social-démocrate consistant à redistribuer la rente au travers d'une justice tribulaire affaiblirent l'identité idéologique du pétisme. Reste le leadership de Lula, encore fort au sein du parti, mais mis en échec dans une grande partie de la société.

La crise actuelle, dans sa dimension politique, est tributaire de la disparition de cette capacité de gérer politiquement les deux vecteurs qui ont soutenu la démocratisation : le « présidentialisme de

coalition » et l'accommodement des intérêts physiologiques qui maintiennent le « pacte fédératif » brésilien au sein d'une politique de gauche (très) modérée. Sans projet de changement ni direction politique, le parti a été aspiré par les bonnes vieilles pratiques de la vie politique brésilienne, avec ses affaires loin d'être toujours légitimes et légales.

La dimension économique

La crise économique est elle aussi très commentée et analysée. Après avoir récolté les fruits de la valorisation des matières premières au sein du marché international, l'économie brésilienne s'est vue menacée face à la crise mondiale qui a explosé en 2008. Avec de l'argent dans les caisses, le dernier gouvernement de Lula réussit à éviter le tsunami, en autorisant des crédits et des aides et en maintenant la ligne maîtresse de la politique économique de ses deux gouvernements, appelée par certains « social-développement ». A l'intérieur de ce modèle, la contrepartie du pragmatisme politique de Lula, la gestion de l'économie devait maintenir la base du Plan Real (limites fixées à l'inflation, excédents fiscaux primaires, contrôle du taux de change), mais également lui ajouter quelques mesures : réorientation du crédit subventionné vers les grandes entreprises et vers le consommateur salarié au faible pouvoir d'achat, augmentation réelle du salaire minimum et transferts financiers directs en direction des familles extrêmement pauvres (« bourse famille »). La présidente Dilma, qui paraissait croire sincèrement en ses compétences de gestion, souhaita aller au-delà de ces mesures en proposant la « Nouvelle Matrice Économique » supposée stimuler l'industrie nationale, redonner à l'État son rôle protagoniste en matière économique, baisser les intérêts et stimuler la croissance avec une inflation faible et sous contrôle. Mais en pleine crise économique mondiale, cette politique n'a pas fonctionné. La réponse des agents économiques ne fut pas celle espérée, l'État perdit sa capacité d'investissement et la baisse des taxes compromit le fragile équilibre fiscal d'un État qui devait faire face à d'importantes dépenses sociales. La cerise sur le gâteau fut l'opération « Lava Jato », qui paralysa les grandes maisons commerciales de l'État, qu'elles soient publiques ou privées sous contrat.

A partir du réveil des rues qui mit en 2013 le gouvernement sous pression et paralysa les agents économiques internes, la crise économique s'est aggravée et a fourni des munitions à la presse de l'opposition pour critiquer l'administration PT dans ce domaine. La réponse politique orthodoxe face à la crise économique durant le second mandat de Dilma – augmenter les intérêts pour maîtriser l'inflation, en hausse mais toujours sous contrôle – fit chuter les rentrées d'argent de l'État et avec elles, la croissante économique et l'offre d'emplois. Rappelons que sans aides de l'État, sans consommation des familles et du gouvernement, le capitalisme n'existe pas au Brésil.

La chute des rentes a compromis la capacité du gouvernement à maintenir le niveau de dépenses sociales, combattu depuis toujours par les libéraux invétérés dans la presse et les diverses instances économiques. Le pacte social « à la Lula », qui avait regroupé banquiers et misérables sous sa houlette, n'est plus viable. La consommation des anciennes et nouvelles classes moyennes a diminué et la distribution de la rente rendue possible grâce à cette consommation est arrivée à ses limites. Dans la mesure où le PT n'a jamais pensé ni proposé une réforme tribulaire progressive sérieuse, toujours difficile face au pacte fédératif et aux intérêts de certains secteurs qui tiennent les rênes du Congrès, l'État brésilien est otage de la collecte d'impôts inégaux, liés à la consommation et aux taxes des salariés. La réponse apportée pour pouvoir continuer à gouverner fut fidèle à la recette libérale tant critiquée dans les tribunes électorales : réduction des dépenses et augmentation des intérêts.

La dimension idéologique

Cette dimension est la moins analysée. A première vue, il semble que nous reproduisons l'éternelle opposition entre gauche et droite, dont les épïcètres au sein du système partisan brésilien seraient le PT et le PSDB. La transition tranquille de la fin du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso parut indiquer que la société brésilienne allait atteindre un nouveau degré de civilité et de républicanisme. Lula « paix et amour » semblait quant à lui modérer les désirs d'un changement volontariste et populiste à n'importe quel prix et en échange, les secteurs les plus conservateurs acceptaient le « crapaud barbu » et la gauche au pouvoir, sans grandes hystéries. Mais la lune de miel n'a pas duré. Je me risque à avancer que la tolérance conservatrice avec le PT au pouvoir pariait sur un mandat de Lula incapable de modifier le quotidien administratif et de maintenir les engagements politiques qui soutenaient le pacte fédératif. Mais nous avons vu un président qui non seulement réussissait ce qu'il entreprenait depuis son premier mandat (malgré les ratés initiaux du gouvernement dans le traité du Congrès National), mais était également de plus en plus populaire au Brésil et à l'étranger. Ce n'est pas un hasard si, à partir de 2005, l'opposition dans la presse a considérablement augmenté et sont nées les thèses de « projet de pouvoir », les dénonciations de la corruption structurelle et, pire encore, la critique d'un « gauchisme démagogique », allant jusqu'à reproduire une certaine hystérie anticommuniste qui semblait enterrée sous les décombres du Mur de Berlin. Mais à l'époque, personne n'y prêta beaucoup d'attention, exception faite des analystes conservateurs de toujours et de la partie haute de la classe moyenne, fidèle à sa mentalité oligarchique et élitiste, celle qui refuse de prendre l'avion avec les pauvres ou de payer les droits des employés domestiques.

Mais à mesure que la rupture entre les classes moyennes et le PT, systématiquement alimentée par la presse de droite, augmentait, la crise idéologique est devenue plus aiguë. Les égards moraux du parti et de ses dirigeants offrirent les fondements qui manquaient au discours grossier et incohérent du conservatisme. Ils permirent à une critique fondamentalement élitiste de se cacher derrière le bon combat de la moralité publique. Et qui pouvait refuser de mener ce bon combat, puisque de nombreux membres historiques du PT avaient déjà rompu avec le parti pour la même raison ?

Mais l'anti-pétisme ne réside pas seulement dans les hautes sphères de la classe moyenne. Les secteurs salariés de moyenne importance, comme les fonctionnaires publics de carrière et les cadres techniques du secteur privé, qui furent l'une des bases du pétisme historique, se sentirent également frustré avec le PT. Pas seulement en adhérant aux critiques d'ordre moral propagées par la presse, mais également en vivant une combinaison explosive d'absence de services publics de qualité avec un coût très élevé des services basiques privatisés, comme la santé, le transport et l'éducation.

La classe moyenne anti-pétiste enragée s'affirma définitivement lors des manifestations de juin 2013, quand elle emmena avec elle dans les rues d'importants secteurs du lumpenprolétariat toujours enclin à se proclamer anti-gouvernement et anti-politique, avec « beaucoup de raison », comme dirait Chico Buarque. A partir de là, les dimensions politique, économique et idéologique de la crise se sont entrecroisées pour former l'actuel labyrinthe qui semble nous mener à l'abîme de l'intolérance politique et de la fracture sociale. Le gouvernement, tourmenté par les manifestations, s'est retrouvé désorienté et emmuré par la presse conservatrice -pardonnez la redondance- et par des groupes sociaux jadis modérés qui ont adhéré au discours perturbé de l'extrême-droite fascisante.

L'opposition, également ébranlée, a tenté de cueillir les fruits de la crise en pariant sur l'implosion du PT et du pétisme en tant qu'expression de la gauche parlementaire. En ce sens, le PSDB, au cours des deux dernières élections présidentielles a pris une forme ultraconservatrice, pris en otage

par la tradition du libéralisme oligarchique et élitiste qui domine le spectre idéologique au Brésil. A partir de 2015, les droites sont sorties dans les rues et la politique brésilienne s'est transformée en un jeu toujours plus imprévisible.

Quel futur ?

La grande contradiction déjà perçue par les dirigeants de l'opposition est le fait que le collapse du gouvernement de Dilma et l'implosion du PT pourraient entraîner avec eux le système de partis politiques brésiliens, tel qu'il s'est reconfiguré après la fin du régime militaire. Dans ce cas, l'implosion du PT signifierait l'absence d'une gauche parlementaire représentative pour de nombreuses décennies. Cela signifierait également l'absence d'options institutionnelles modératrices entre les demandes sociales, principalement issues des classes les plus pauvres et du petit salariat, et l'État. A gauche, il n'y aura plus que des mouvements sociaux fragmentés poursuivant des buts spécifiques, des collectifs de tous ordres et des dirigeants isolés, socialement importants et politiquement impuissants, au moins dans le jeu institutionnel. A moyen terme, la majorité de l'électorat, dépourvue de formation idéologique consistante et de balises partisans claires, tendra vers la droite. Mais quelle droite ?

Il n'est pas exagéré de dire qu'il existe déjà une culture publique autoritaire et fasciste dans l'attente d'un leader aventurier, mais qui ne dispose pas encore d'une expression partisane consistante. Les libéraux des partis de l'opposition et la presse conservatrice se font des illusions en imaginant que ces groupes sociaux seront contrôlables à l'avenir. Le système juridique de tradition libérale qui, dans le vide actuel, s'érige en colonne vertébrale de la politique brésilienne, pourra être de nouveau séquestré par des valeurs autoritaires alimentées par les libéraux eux-mêmes dans les moments de crise, comme cela s'est produit plus d'une fois dans l'histoire brésilienne. Souvenons-nous que toutes nos dictatures honteuses ou révélées [1] produisirent de nombreux décrets et normes, signés par d'éminents magistrats. Quant aux secteurs politiques physiologiques, bien... ceux-là se débrouillèrent toujours, sous les dictatures comme sous les démocraties.

Le projet initial de l'opposition - faire « saigner » le gouvernement Dilma et le PT jusqu'en 2018 - est en train de se faire renverser par la radicalisation anti-pétiste dans les rues et par la judiciarisation de la politique. Les derniers mouvements de Lula et de Sergio Moro ont fait sortir le jeu politique des palais, pour le meilleur ou pour le pire. La destitution pourrait cesser d'être une menace, et avoir effectivement lieu. C'est une donnée qui aujourd'hui ne peut ni être niée ni garantie (j'écris le 18 mars). En vérité, nous sommes au milieu d'un schéma imprévisible qui s'éloigne toujours plus de la conciliation modérée traditionnelle, de nature conservatrice. Mais, en supposant que le gouvernement Dilma résiste et que les élections de 2018 aient lieu, l'opposition devra faire face à quelques défis, même devant un gouvernement moribond.

Le premier est d'éliminer Lula de la future bataille, de préférence en se basant sur un élément légal, comme par son emprisonnement ou l'interdiction de sa candidature. Sans Lula, le PT perdra sa base électorale et risquera de se fragmenter en de nombreux groupes et partis. Nous vivons actuellement l'exact moment de cette stratégie, avec encore quelques péripéties imprévues. Il s'agit d'une stratégie risquée puisque Lula pourrait être vu comme la victime des élites - ce qui n'est pas complètement faux - principalement par l'électorat le plus pauvre susceptible de renverser les élections. Les enquêtes d'opinion qui indiquent une usure de son image sont pour l'heure précoces et bien éloignées de la campagne électorale de 2018, lors de laquelle Lula fera démonstration de tout son charisme s'il obtient une tribune.

Le second défi pour l'opposition est de trouver un candidat qui fera converger ses intérêts, ce qui

n'est pas garanti au sein du PSDB, un parti hésitant entre de nombreux dirigeants en conflit. Rappelons que, même s'ils sont relativement préservés par la presse, les membres du PSDB sont également concernés par des dénonciations de corruption systémique, ce qui ne manquera pas d'être signalé au cours de la campagne électorale en dépit du probable blindage autour des candidats. En 2018, il y aura également le facteur Marina, qui est discrètement préservée de l'imbroglie politique auto-phage entre gouvernement et opposition, mais qui pourra représenter une option électorale de centre, avec ses airs de modernité. Enfin, il existe une inconnue : pour qui ira voter la classe moyenne ultraconservatrice et prétendument « apolitique », qui va jusqu'à huer les militants du PSDB lors des manifestations de rue ? S'agira-t-il d'un vote utile en faveur du PSDB ou plutôt d'une candidature d'extrême-droite hors des sentiers tracés par les partis les plus structurés ?

Pour le citoyen commun un tant soit peu formé et informé par des valeurs progressistes, qui souhaite voir préservés la démocratie dans ses fondements les plus basiques, la santé publique et le bon sens politique, la conjoncture brésilienne actuelle est désolante. Le bon combat contre la corruption qui aurait pu unifier un grand mouvement réformiste se perd dans des critiques grossières et un remue-ménage qui peine à cacher ses mots d'ordre fascistes et emplis de préjugés. Les réformes politique et de l'impôt, qui auraient pu être les axes d'une réforme effective de l'État, ne sont plus à l'ordre du jour ou ont été modifiées. Le débat idéologique sain entre ceux qui pensent différemment se perd dans l'intolérance, les agressions publiques et les altercations improductives. Les critiques formulées à l'encontre des faiblesses sociales du Brésil se perd dans des analyses superficielles et la défense de solutions faciles et autoritaires.

Quel que soit le résultat de cette crise, tout indique que la fragile démocratie brésilienne sera menacée.

Marcos Napolitano

P.-S.

* Source : Brasileiros.com.br - 18/03/2016. Version française : Autres Brésils, 30 mars 2016 : <http://www.autresbresils.net/La-crise-bresilienne-dans-une-perspective-historique>

* Traduction : Mélanie TOULHOAT
Relecture : Marion DAUGEARD

Notes

[1] Napolitano fait ici référence aux ouvrages du journaliste Elio Gaspari, auteur d'un travail consacré à la dictature militaire brésilienne divisé en quatre volumes : A Ditadura Envergonhada, A Ditadura Escancarada, A Ditadura Derrotada et A Ditadura Encurralada (Notes de la traduction).